

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité administrative  
boulevard George Sand  
36000 CHATEAUROUX

CHATEAUROUX, le 05/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **COLIEGE METALCO EMBALLAGE**

44 rue principale  
36800 LE PONT CHRETIEN CHABENET

Références : VAT20230418  
Code AIOT : 0010000562

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2023 dans l'établissement COLIEGE METALCO EMBALLAGE implanté au 44 Rue principale 36800 Le Pont-Chrétien-Chabenet. L'inspection a été annoncée le 16/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COLIEGE METALCO EMBALLAGE
- Rue principale 36800 Le Pont-Chrétien-Chabenet
- Code AIOT : 0010000562
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site a pour activité la fabrication de capsules en étain ou aluminium. Ces capsules sont formées puis peintes et sérigraphiées sur le site.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les suites données à l'inspection du 30 juillet 2020,
- la prévention de la pollution atmosphérique,
- la surveillance des eaux souterraines.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conception des installations – Canalisation	Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 4.1	/	Sans objet
2	Condition d'exploitation – Fonderie d'étain	Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 8.3	/	Sans objet
3	Gestion des crasses et poussières Fonderie d'étain	Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 8.3	/	Sans objet
4	Condition d'exploitation Coloriage Sérigraphie	Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 9.2	/	Sans objet
6	Conception des points de rejets	Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 4.5	visite du 30 juillet 2020 NC1	Sans objet
9	Points de prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
15	Respect des VLE – Fréquence de surveillance	Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 4.6.3.	/	Sans objet
17	Durée des mesures	Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 4.6.3.	/	Sans objet
21	Surveillance eaux souterraines - Puits de contrôle	Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 3.3.8	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Points de rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
7	Caractéristiques des Points de rejets	Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 4.3	/	Sans objet
8	Dilution	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21	/	Sans objet
10	Traitement des fumées – consigne	Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 7.6.2	/	Sans objet
11	Conditions de mesurage	Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 4.6.1	/	Sans objet
12	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet
13	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet
14	Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 4.6.2	/	Sans objet
16	Fréquence de surveillance – Fonderie d'étain	Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 8.3.	/	Sans objet
18	PGS – Données d'entrées	Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 9.3	Visite du 30 juillet 2020 demande 1/2/3	Sans objet
19	PGS – Actions	Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 9.3	Visite du 30 juillet 2020 NC2	Sans objet
20	Diagnostic de l'état des sols	Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 3.3.9	/	Sans objet
22	Surveillance eaux souterraines - Puits de contrôle - Ouvrages	Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 3.3.8	/	Sans objet
23	Surveillance eaux souterraines – Prélèvements	Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 3.3.8	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Conception des installations – Canalisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Canalisation des émissions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Ces émissions [atmosphériques] doivent, pour autant que la technologie disponible et l'implantation des installations le permettent, être captées à la source, canalisées et traitées si besoin est, afin que les rejets correspondants soient conformes aux dispositions du présent arrêté et aux règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne peut justifier dans l'atelier « colorieuse » de l'absence de captation pour un équipement constitué des 2 machines en série colorieuse et sérigraphie.
<b>Observations :</b> Les installations de captation des émissions atmosphériques décrites par l'exploitation, à l'appui du document « Plan-implantation usine BOUCHAGE METALLIQUE » et constatées par l'inspection (hors chaufferie) sont les suivantes : -Un local d'extraction pourvu d'une cheminée et d'un système de traitement des fumées (centrale humide) permettant l'extraction et le traitement des rejets issus des ateliers «colorieuses » et «sérigraphie » ; -Un local chaufferie pourvu d'une cheminée pour la chaudière eau chaude ; -Un four de fusion de l'étain au gaz naturel pourvu de 2 cheminées, l'une pour la combustion, l'autre pour la fusion ; -Un four de fusion de l'étain électrique pourvu d'un système de traitement des fumées (hydrocyclone) et d'une cheminée ; -une extraction au niveau du laboratoire de peinture.  Au jour de l'inspection, l'exploitant indique n'utiliser que des peintures à l'eau et ne plus utiliser de peintures solvantées. Ainsi le système d'extraction avec filtre du magasin de peinture prescrit dans l'arrêté préfectoral 4.5 d'autorisation n'existe pas. <b>L'exploitant déclarera auprès des services de la préfecture cette modification des conditions d'exploitation.</b>  Lors de la visite des ateliers l'inspection a pu constater : -dans les ateliers de sérigraphie, la présence de cabines UV capotées et reliées au système d'extraction. Les seules machines non reliées sont constituées d'anciennes machines de sérigraphie utiliser pour des tests/essais; -dans les ateliers de coloriage/peintures, les machines de production sont raccordées à l'extraction. Seul un ensemble de 2 machines colorieuse-sérigraphie n'est pas relié bien que servant à la production.  L'exploitant justifiera l'absence de captation pour cette machine.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 2 : Condition d'exploitation – Fonderie d'étain

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'alimentation des fours doit être effectuée uniquement à partir de lingots d'étain ou de déchets nobles issus de l'activité de l'établissement. Toute introduction de déchets revêtus d'huiles, graisses ou autres produits susceptibles d'engendrer des émissions de poussières et de gaz odorants ou toxiques, est interdite. La prise en charge de déchets d'étain recouverts de peintures et vernis avec un taux maximal de 5 % est conditionnée à la réalisation d'une mesure des composés susceptibles de se dégager (Composés Organiques Volatils, métaux issus des pigments, dioxines et furannes) démontrant leur innocuité sur les rejets atmosphériques.
<b>Constats :</b> L'exploitant utilise le four électrique pour les déchets d'étain recouverts de peintures et vernis sans réaliser de mesure des composés susceptibles de se dégager .
<b>Observations :</b> Il existe 2 fours de fusion sur le site. Selon la description de l'exploitant et les constatations de l'inspection, 3 types d'étain sont utilisés sur le site : <ul style="list-style-type: none"><li>- des lingots d'étain pur neuf ;</li><li>- des lingots d'étain issus des chutes des ateliers avant peinture ;</li><li>- des lingots recyclés issus des chutes des ateliers après peinture.</li></ul> <b>Cette activité de fonderie ne génère pas de déchets notamment sables de fonderie.</b>  Un accident a eu lieu le 25 mars 2022 au niveau du four électrique. L'exploitant a déclaré dans la fiche accident : « Génération d'une flamme lors du chargement du four avec un lingot d'étain recyclé, vraisemblablement pollué. La flamme s'est propagée dans les systèmes d'extraction de fumées dans lesquels de la calamine était présente (le dernier entretien datait un peu) ».  Lors de l'inspection, l'exploitant précise qu'il s'agissait bien d'étain issu des chutes des ateliers avant peinture et que le lingot contenait probablement un élément combustible comme un chiffon. Avant l'accident les lingots d'étain recyclés étaient fabriqués par plusieurs opérateurs par compactage des chutes d'étain. Pour éviter que cet accident se reproduise l'exploitant a dédié un opérateur au compactage des chutes d'étain. Au jour de l'inspection, cet opérateur n'est pas présent.  Selon l'exploitant, le four électrique est dédié aux chutes d'étain générées sur le site au niveau des ateliers de sérigraphie et des colorieuses or ce four ne fait l'objet d'aucune mesure car fonctionnant moins de 1 500h ( Point de contrôle Respect des VLE – Fréquence de surveillance). Cependant la prise en charge de déchets d'étain recouverts de peintures et vernis est conditionnée à la réalisation d'une mesure des composés susceptibles de se dégager démontrant leur innocuité sur les rejets atmosphériques.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Gestion des crasses et poussières Fonderie d'étain**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les crasses provenant du fonctionnement des fours, les poussières collectées par l'installation de captation et d'épuration doivent être conditionnées de façon à éviter toute émission dans l'atmosphère susceptible de gêner le voisinage lors des différentes opérations de collecte ou de manutention.  En l'absence de possibilité de valorisation, ces déchets doivent être éliminés selon les prescriptions définies à l'article 6.6 du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne peut justifier de l'enlèvement des déchets issus de l'entretien du four du four de fusion au gaz naturel.
<b>Observations :</b> Au jour de l'inspection, il n'y a pas sur site de crasse ou déchets issus de l'entretien du four de fusion au gaz naturel.  L'exploitant présente la facture de l'entretien annuel réalisé en décembre 2022 par la société GRM mentionnant notamment : -l'entretien du four intitulé « four BM opération annuelle/ hiver », -l'entretien de la centrale d'aspiration intitulé «centrale d'aspiration BM opération annuelle/ hiver»  Le nettoyage de la centrale d'extraction, a donné lieu à l'enlèvement de 1,469 tonnes de déchets intitulés pâteux métalliques (déchets de centrale), code déchets 120114*, enlevé le 22 décembre 2022 comme mentionné sur le registre déchets 2022.  Au vu du registre déchets, l'exploitant ne peut justifier de l'enlèvement des déchets issus de l'entretien du four de fusion au gaz naturel.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Condition d'exploitation Coloriage Sérigraphie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'aspiration mécanique des colorieuses doit être suffisante pour éviter que les vapeurs ne puissent se répandre dans les locaux.  Par procédures écrites ou par dispositifs, l'exploitant doit s'assurer que le fonctionnement des pistolets d'application soit asservi au fonctionnement correct de la ventilation de telle sorte que : -le chauffage et la pulvérisation ne puissent fonctionner que lorsque l'aspiration est établie depuis un certain temps, -en cas d'arrêt anormal de l'aspiration, le chauffage et la pulvérisation soient arrêtés, -une post-aspiration soit assurée après l'arrêt normal du chauffage ou des opérations de pulvérisation.
<b>Constats :</b> Aucun dispositif, ni procédures écrites ne garantit que le fonctionnement des pistolets d'application et du chauffage soit asservi au fonctionnement de la ventilation (arrêt de l'application de peinture et du chauffage en cas d'arrêt anormal de la ventilation, pré et post aspiration).
<b>Observations :</b> Au jour de l'inspection, le chauffage et la pulvérisation de peinture sont en fonctionnement ainsi que l'extraction. Cependant aucun dispositif, ni procédures écrites ne garantit que le chauffage et la pulvérisation ne puissent fonctionner que lorsque l'aspiration est établie depuis un certain temps, qu'en cas d'arrêt anormal de l'aspiration, le chauffage et la pulvérisation soient arrêtés, et une post-aspiration soit assurée après l'arrêt normal du chauffage ou des opérations de pulvérisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 5 : Points de rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49 et Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 4.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Points de rejets et caractéristiques des installations de rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.  Les caractéristiques de l'installation sont celles décrites dans l'Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 4.5
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Les installations de captation des émissions atmosphériques décrites par l'exploitation, à l'appui du document « Plan-implantation usine BOUCHAGE METALLIQUE » et constatées par l'inspection (hors chaufferie) sont les suivantes : -Un local d'extraction pourvu d'une cheminée et d'un système de traitement des fumées (centrale humide) permettant l'extraction et le traitement de l'ensemble des rejets issus des ateliers «colorieuses » et «sérigraphie » ; -Un local chaufferie pourvu d'une cheminée pour la chaudière eau chaude ; -Un four de fusion de l'étain au gaz naturel pourvu de 2 cheminées, l'une pour la combustion, l'autre pour la fusion ; -Un four de fusion de l'étain électrique pourvu d'un système de traitement des fumées (hydrocyclone) et d'une cheminée ; -une extraction au niveau du laboratoire de peinture.  L'inspection constate que l'exploitant a regroupé les émissions issues des activités de peinture et sérigraphie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Conception des points de rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractéristiques des Points de rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Oui visite du 30 juillet 2020
<b>Prescription contrôlée :</b> Les caractéristiques des installations :  -Four étain (électrique) ( 1 exutoire ) : Vitesse minimale d'éjection des gaz en m/s :5 Traitement :Hydrocyclone  -Four étain (gaz naturel) ( 2 exutoires) : Vitesse minimale d'éjection des gaz en m/s :5  -Colorieuses – toutes les machines : Vitesse minimale d'éjection des gaz en m/s :8 Traitement : Centrale à voie humide [...]  -Chaudière eau chaude : Vitesse minimale d'éjection des gaz en m/s :5 [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant ne peut justifier de la vitesse d'éjection minimale des exutoires « gaz combustion du four étain au gaz naturel » et « chaudière eau chaude ».
<b>Observations :</b> Lors de la précédente visite du 30 Juillet 2020 l'inspection a constaté que : « NC1, La vitesse d'éjection des exutoires « gaz combustion du four étain au gaz naturel », « chaudière eau chaude », « colorieuses, magasin peinture » est inférieur à la vitesse d'éjection minimale. », à l'appui du rapport du 23/04/2020 de la société Ginger Leces.  L'inspection rappelle que l'exploitant par lettre du 3 juillet 2014, a déclaré la cessation d'activité de la chaudière vapeur. La cessation ayant été actée par lettre préfectorale du 21 juillet 2014.  Documents consultés : -Rapport 08/06/2021, Ginger Leces, Four étain au gaz naturel Exutoire fusion et Colorieuses, Date Intervention : 13/04/2021 et 14/04/2021 ; -Rapport du 06/04/2022, Ginger Leces, Colorieuses, Date Intervention : 10/03/2022 ; -Rapport du 06/04/2022, Ginger Leces, Exutoire fusion, Date Intervention : 10/03/2022.  Les rapports 2021 et 2022, ont permis de mesurer une vitesse au débouché supérieure à la vitesse d'éjection minimale (8 m/s) avec 17,75 m/s et 18 m/s. <b>La non-conformité est levée pour la partie « colorieuse ».</b>  Au jour de l'inspection du 28/06/23, l'exploitant ne peut présenter un autre rapport que le rapport d'essai du 23/04/2020 pour l'exutoire « gaz combustion du four étain au gaz naturel » et l'exutoire « chaudière eau chaude ».  Il indique à l'inspection que les mesures seront réalisées au dernier trimestre 2023.  L'exploitant présente à l'inspection le bon de commande du 27/11/2020 des travaux sur les exutoires à savoir la pose de cônes d'éjection. En l'absence de nouveau rapport de mesures et à l'appui du rapport d'essai du 23/04/2020, une partie de la non-conformité est maintenue.  Lors de la visite, l'inspection constate la présence du traitement par voie humide sur la centrale d'extraction colorieuse-sériographie et de l'hydrocyclone pour le four électrique.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Caractéristiques des Points de rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractéristiques des Points de rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositifs de collecte et de canalisations sont munis, dans la mesure du possible, d'orifices obturables et accessibles aux fins des analyses précisées par le présent arrêté ou la réglementation en vigueur. [...]  La forme du ou des conduits d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des gaz dans l'atmosphère.  La partie terminale des cheminées peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz de la cheminée. Les conduits de cheminées ne doivent pas présenter de points anguleux et les variations de leurs sections doivent être lentes et continues.  L'ensemble de ces installations satisfait par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion.  Les justificatifs du respect de ces dispositions (notes de calcul, paramètres des rejets, optimisation de l'efficacité énergétique...) sont conservés à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Par échantillonnage, l'inspection a constaté lors de la visite de terrain : - Concernant la chaudière eau chaude et la centrale d'extraction (colorieuse et sérigraphie) la présence de deux cheminées en sortie de toit. Ces deux cheminées ne présentent pas d'obstacles à la bonne dispersion du panache, les débouchés sont verticaux. L'exploitant indique que les orifices de mesures sont situés en toiture sans que l'inspection n'est pu y accéder. - Concernant le four de fusion au gaz, les sorties en toiture des 2 cheminées du four ne sont pas visibles depuis les abords du site. La cheminée de fusion présente un orifice obturable et accessible à des fins d'analyses. L'exploitant indique que les deux autres cheminées présentes (grises) sont celles de l'ancienne chaudière vapeur et de la cuve associée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 8 : Dilution

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Dilution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Par échantillonnage, l'inspection constate que la cheminée de la centrale d'extraction dans sa partie sous le toit ne présente pas d'entrée d'air extérieur pouvant diluer l'effluent.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Points de prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Points de prélèvements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> Les points de prélèvements ne sont pas conformes aux spécifications de la norme de mesurage utilisée sans que le laboratoire de mesure précise dans son rapport l'impact de la non-conformité sur le résultat de la mesure.</p>
<p><b>Observations :</b>  Documents consultés :  -Rapport du 06/04/2022, Ginger Leces, Colorieuses, Date Intervention : 10/03/2022 ;  -Rapport du 06/04/2022, Ginger Leces, Exutoire fusion, Date Intervention : 10/03/2022.</p> <p>Le rapport « colorieuse » 2022 précise : « Le plan de mesurage n'est pas conforme aux spécifications de la norme NF EN 15259 :  -Nombre d'orifices de mesurage insuffisant (prévoir à minima deux orifices disponibles positionnés à 90°). »</p> <p>Le laboratoire de mesure ne précise pas dans son rapport l'impact de la non-conformité du point de prélèvement sur le résultat.</p> <p>Le rapport « Exutoire fusion » 2022 précise : «Le plan de mesurage n'est pas conforme aux spécifications de la norme NF EN 15259 : Plate-forme de travail inexistante c'est pourquoi on ne peut pas mettre la canne de prélèvement directement dans le conduit, car il y a un risque de chute, même si la conduite possède un orifice normalisé. Prélèvement Sn : rendements d'absorption non conformes ; peut aboutir à une sous-estimation des résultats.»</p> <p>Le laboratoire de mesure ne précise dans son rapport l'impact de la non-conformité du point de prélèvement sur le résultat. Ni si des mesures sont à prendre pour le prélèvement d'étain.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Traitement des fumées – consigne**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des fumées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> [...]</p> <p>Ces procédures d'exploitation indiqueront notamment</p> <p>[...]</p> <p>la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et des nuisances générées,[...]</p> <p>Arrêté du 02/02/98 article 18: Les installations de traitement sont correctement entretenues.[...]</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<p><b>Observations :</b> L'exploitant présente son planning de maintenance daté du 26/06/2023. L'inspection constate la programmation de l'entretien préventif du four de fusion au gaz naturel en semaine 51 pour l'année 2023. Le bon de commande (N°2873 du 08/12/2022) consulté par l'inspection pour l'année 2022 décrit les opérations d'entretien réalisées à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dépose des extracteurs ;</li> <li>- grattage des pales ;</li> <li>- ramonage des 2 cheminées ;</li> <li>- remontage extracteur ;</li> <li>- réfection des joints de la cheminée + extracteurs.</li> </ul> <p>L'exploitant présente également la facture de l'entretien annuel réalisé en décembre 2022 par la société GRM :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-du four intitulé « four BM opération annuelle/ hiver » commande n°2873 ;</li> <li>- des extractions de la salle de coloriage intitulé « salle coloriage BM opération annuelle/ hiver » ;</li> <li>-de la centrale d'aspiration intitulé « centrale d'aspiration BM opération annuelle/ hiver».</li> </ul> <p>Concernant l'hydrocyclone (four étain électrique) l'entretien annuel n'est pas inscrit sur le planning de maintenance. Il est contractualisé auprès de la société Chimirec qui effectue le pompage des boues une fois par an. L'exploitant présente la commande pour le pompage de l'hydrocyclone du 5/08/2022 ainsi que la facture du 31/08/2022 ainsi que le registre déchets faisant état d'un enlèvement de déchets sous le code 16 10 01* en date du 05/08/22.</p> <p>Concernant la centrale à voie humide celle-ci fait l'objet d'un contrat de maintenance auprès de la société GRM. L'exploitant indique que cette maintenance est effectuée une fois par semaine.</p> <p>Document consulté : facture de la société GRM du 31/05/23, où sont indiquées 3 prestations d'entretien de la centrale d'aspiration.</p> <p><b>Le planning de maintenance pourrait utilement mentionner l'ensemble des maintenances réalisées sans distinction de la contractualisation ou non de la prestation.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Conditions de mesurage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 4.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les valeurs limites de rejet fixées par le présent arrêté : -le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 °K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), -les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapportée aux mêmes conditions normalisées et, lorsque cela est spécifié, à une teneur de référence en oxygène, -les valeurs limites de rejet s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'effluent contrôlé, de l'appareil utilisé et du polluant, mais d'une durée minimale d'une demi-heure, la dilution des effluents est interdite et ne constitue pas un moyen de traitement.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Documents consultés : -Rapport 08/06/2021, Ginger Leces, Four étain au gaz naturel Exutoire fusion et Colorieuses, Date Intervention : 13/04/2021 et 14/04/2021 ; -Rapport du 06/04/2022, Ginger Leces, Colorieuses, Date Intervention : 10/03/2022 ; -Rapport du 06/04/2022, Ginger Leces, Exutoire fusion, Date Intervention : 10/03/2022.  Dans l'ensemble des rapports il est précisé « Les mesures sont exprimées dans les conditions normales de température et de pression (273 K, 1013 hPa) sur gaz sec. L'unité utilisée est le normal mètre cube. »
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : Surveillance des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> L'inspection constate que la Société Ginger LECES est agréée pour les mesures réalisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 13 : Surveillance des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Selon l'Avis du 22/02/22 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, les méthodes normalisées de référence pour les émissions de sources fixes dans l'air sont notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>-NF EN 15259 : Planification, réalisation des campagnes de mesurage et rapport ;</li><li>-XP X43-554 : COV non méthaniques / COVT ;</li><li>-NF EN 13284-1 : Poussières totales ;</li><li>-NF EN ISO 16911-1 : Vitesse et débit volume ;</li><li>-NF EN 14385 : Métaux ;</li><li>-NF EN 14790 : Vapeur d'eau.</li></ul> <p>Ces normes sont appliquées et mentionnées dans les rapports précités.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 14 : Respect des VLE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 4.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance réglementaire des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, et notamment le débit des effluents, les concentrations des principaux polluants, sont inférieures ou égales aux valeurs prévues dans les tableaux suivants:</p> <p>-Four étain (électrique) ( 1 exutoire ) :  Débit des gaz (Nm<sup>3</sup>/h) :1 500  Paramètres Poussières :  Valeurs limites Concentration (mg/m<sup>3</sup>) 5 (21 % 02)  Valeurs limites Flux (g/h) 1  Paramètres Etain :  Valeurs limites Concentration (mg/m<sup>3</sup>) 1 (21 % 02)  Valeurs limites Flux (g/h) 0,5</p> <p>-Four étain (gaz naturel) ( 1 exutoire fusion) :  Débit des gaz (Nm<sup>3</sup>/h) :1 500  Paramètres Poussières :  Valeurs limites Concentration (mg/m<sup>3</sup>) 5 (21 % 02)  Valeurs limites Flux (g/h) 1  Paramètres Etain :  Valeurs limites Concentration (mg/m<sup>3</sup>) 1 (21 % 02)  Valeurs limites Flux (g/h) 0,5</p> <p>-Four étain (gaz naturel) ( 1 exutoire gaz de combustion ) :  Débit des gaz (Nm<sup>3</sup>/h) :1 500  Paramètres Poussières :  Valeurs limites Concentration (mg/m<sup>3</sup>) 5 (3 % 02)  Valeurs limites Flux (g/h) 1  Paramètres NOx :  Valeurs limites Concentration (mg/m<sup>3</sup>) 500 (3 % 02)  Valeurs limites Flux (g/h) 600  Paramètres SOx :  Valeurs limites Concentration (mg/m<sup>3</sup>) 35 (3 % 02)  Valeurs limites Flux (g/h) 40</p> <p>-Colorieuses – Centrale ( 1 exutoire ) :  Débit des gaz (Nm<sup>3</sup>/h) :14 000  Paramètres Poussières :  Valeurs limites Concentration (mg/m<sup>3</sup>) 100 (21 % 02)  Valeurs limites Flux (g/h) 1000  Paramètres COV :  Valeurs limites Concentration (mg/m<sup>3</sup>) 62,5 (21 % 02)  Valeurs limites Flux (g/h) 700[...]</p> <p>-Chaudière eau chaude (1 exutoire) :  Débit des gaz (Nm<sup>3</sup>/h) :2 500  Paramètres Poussières :  Valeurs limites Concentration (mg/m<sup>3</sup>) 5 (3 % 02)  Valeurs limites Flux (g/h) 10  Paramètres NOx :  Valeurs limites Concentration (mg/m<sup>3</sup>) 150 (3 % 02)  Valeurs limites Flux (g/h) 375  Paramètres SOx :  Valeurs limites Concentration (mg/m<sup>3</sup>) 35 (3 % 02)  Valeurs limites Flux (g/h) 80 [...]</p>

<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<p><b>Observations :</b> Pour rappel, il n'y a pas de mesures réalisées sur le Four d'étain (électrique). Le nombre d'heure de fonctionnement est en dessous des seuils (voir point de contrôle « Fréquence de surveillance – Fonderie d'étain »)</p> <p>L'inspection rappelle que les exutoires suivants n'ont pas fait l'objet de mesure depuis la précédente inspection. Le contrôle du respect des VLE est exclu de la présente inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Four étain (gaz naturel) ( 1 exutoire gaz de combustion )</li> <li>-Chaudière eau chaude (1 exutoire)</li> </ul> <p>Documents consultés :-Rapport 08/06/2021, Ginger Leces, Four étain au gaz naturel Exutoire fusion et Colorieuses, Date Intervention : 13/04/2021 et 14/04/2021 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Rapport du 06/04/2022, Ginger Leces, Colorieuses, Date Intervention : 10/03/2022 ;</li> <li>-Rapport du 06/04/2022, Ginger Leces, Exutoire fusion, Date Intervention : 10/03/2022.</li> </ul> <p>L'inspection constate que les VLE sont respectées pour les exutoires concernés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 15 : Respect des VLE – Fréquence de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 4.6.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance réglementaire des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant fait réaliser par un organisme extérieur accrédité pour les mesures relatives à cette grandeur ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les mesures relatives à cette grandeur, une surveillance de ses émissions atmosphériques suivant les programmes indiqués dans le tableau suivant :</p> <p>-Four étain (électrique) ( 1 exutoire ) :  Débit  Vitesse d'éjection des gaz  Poussières  Etain (particulaires)  =&gt; Aucune mesure dès lors que le taux de fonctionnement est inférieur à 1 500 heures par an, sinon une mesure par an</p> <p>-Four étain (gaz naturel) ( 1 exutoire fusion) :  Débit  Vitesse d'éjection des gaz  Poussières  Etain (particulaires)  =&gt; une mesure tous les ans</p> <p>-Four étain (gaz naturel) ( 1 exutoire gaz de combustion ) :  Débit  Vitesse d'éjection des gaz  Poussières  NOx  =&gt; une mesure tous les 3 ans</p> <p>-Colorieuses – Centrale ( 1 exutoire ) et magasin de peinture :  Débit  Vitesse d'éjection des gaz  Poussières  COV  =&gt; une mesure tous les ans</p> <p>-Chaudière eau chaude (1 exutoire) :  Débit  Vitesse d'éjection des gaz  Poussières  NOx  =&gt; une mesure tous les 3 ans</p> <p>[...]</p>

<b>Constats</b> : L'exploitant ne respecte pas la périodicité des mesures.
<b>Observations</b> : Pour rappel, il n'y a pas de mesures réalisées sur le Four d'étain (électrique). Le nombre d'heure de fonctionnement est en dessous des seuils (voir point de contrôle « Fréquence de surveillance – Fonderie d'étain »)
L'ensemble des exutoires auraient dû faire l'objet de mesures en mars 2023. Au jour de l'inspection, l'exploitant indique que les mesures seront réalisées au dernier trimestre 2023.
<b>Type de suites proposées</b> : Susceptible de suites
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

#### N° 16 : Fréquence de surveillance – Fonderie d'étain

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 8.3.
<b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, Surveillance réglementaire des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : Sans Objet
<b>Prescription contrôlée</b> : Le nombre d'heures de fonctionnement du four électrique sera reporté sur un registre afin d'apprécier la nécessité de réaliser la surveillance de ses rejets conformément aux prescriptions de l'article 4.6.3 du présent arrêté.
<b>Constats</b> : Pas d'écart constaté.
<b>Observations</b> : L'inspection indique au jour de l'inspection que le registre contenant les heures de fonctionnement du four électrique est un registre papier dont une copie est envoyée à l'inspection par courriel du 4 juillet 2023.  Documents consultés : « registre four électrique 2020-2021-2022 »  Le registre fait état de la date, du numéro de coulée et du poids de la coulée. Le registre est accompagné du fichier dénommé « justificatif - fonte ancienne fonderie four elec. » qui associe en fonction du poids de la coulée et du nombre de coulée, les heures de fonctionnement du four.  Par échantillonnage, l'inspection prend l'année 2020, le fichier indique 14 la coulées, avec pour chacune 3 jours de chauffe soit 1008 heures de fonctionnement du four. Les 14 coulées sont bien indiquées dans le registre papier.  Pour les années 2021 et 2022 les heures de fonctionnement sont respectivement de 1056 heures et 1080 heures.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 4.6.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance réglementaire des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 4 septembre 2000, le laboratoire agréé effectue ses prélèvements sur une durée d'au moins une demi-heure et chaque mesure sera répétée au moins trois fois.</p> <p>Les méthodes d'échantillonnage, de mesure et d'analyse sont conformes à celles définies par les réglementations ou normes françaises ou européennes en vigueur. En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.</p>
<b>Constats :</b> Les mesures du paramètre Étain et Poussières, ne sont pas répétées 3 fois, sans qu'il y soit associé une justification.
<p><b>Observations :</b> Documents consultés : -Rapport 08/06/2021, Ginger Leces, Four étain au gaz naturel Exutoire fusion et Colorieuses, Date Intervention : 13/04/2021 et 14/04/2021 ; -Rapport du 06/04/2022, Ginger Leces, Colorieuses, Date Intervention : 10/03/2022 ; -Rapport du 06/04/2022, Ginger Leces, Exutoire fusion, Date Intervention : 10/03/2022.</p> <p>Pour les Rapports 2021 / 2022 Four étain Exutoire fusion, concernant le paramètre poussières 3 mesures d'une heure chacune, le nombre de mesure et la durée minimale des mesures sont respectées. A contrario, un seul essai est réalisé pour le paramètre Étain.</p> <p>Pour les Rapports 2021 /2022 Colorieuse, concernant le paramètre COV 3 mesures d'une demi heure chacune, le nombre de mesure et la durée minimale des mesures sont respectées. A contrario, un seul essai est réalisé pour le paramètre Poussières.</p> <p>Il est possible de déroger à la répétition du mesurage si la concentration attendue est <math>\leq 20\%</math> de la VLE (sur la base des résultats fournis dans le rapport de contrôle réglementaire précédent). Dans ce cas, la justification du nombre de mesurages doit figurer dans le rapport de contrôle, notamment, le laboratoire de mesure doit donner la référence du rapport permettant de justifier que la concentration attendue est <math>&lt; 20\%</math> de la VLE.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 9.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des solvants
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Oui visite du 30 juillet 2020
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les effluents gazeux émis par les installations d'application de peintures dites "colorieuses" et d'encre par procédés de sérigraphie ainsi que les installations de séchage, de cuisson ou de polymérisation [...]</p> <p>L'ensemble des installations précitées devra faire l'objet d'une autosurveillance hebdomadaire afin de mettre en œuvre un plan de gestion des solvants basé sur la consommation de peintures, d'encre et de solvants. Il sera basée sur un bilan matière prenant en compte, entre autres, :</p> <p>les quantités et teneurs en solvants de tous les produits consommés, y compris les solvants utilisés par exemple comme agents de dilution ou de nettoyage,  les quantités de solvants sous forme de déchets ou de produits de récupération et destinés à l'élimination ou au recyclage en dehors de l'établissement.</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<p><b>Observations :</b>  Lors de la précédente visite du 30 juillet 2020 l'inspection a formulée les demandes suivantes</p> <p>Demande 1 : L'exploitant expliquera le détail du calcul de la case « Émission canalisée : O1 »  L'exploitant a répondu par courrier et lors de l'inspection que les « Émission canalisée : O1 » correspondent au flux mesuré lors des analyses annuelles (kg/h) x le nombre d'heure de fonctionnement de l'installation. <b>La demande est satisfaite.</b></p> <p>Demande 2 : L'exploitant précisera s'il utilise des COV à mentions de dangers (H340, H350, H350i, H360D ou H360F) ou des COV halogénés à mentions de dangers (H341, H351).  L'exploitant précise qu'il utilise 2 produits H351, la catalyst ultrafic SB2 Plus (consommation de 3,6kg/an en 2021 et 2022 et 1 pot de 0,9 kg en stock) et le diluant UV 6 E ( consommation de 0,1 L/an en 2021 et 2022 et 1 bidon de 1L en stock). <b>La demande est satisfaite.</b>  Seul le diluant UV6E est utilisé dans le laboratoire peinture munie d'une extraction. <b>Une mesure ponctuelle des rejets atmosphériques concentration et flux lors d'une utilisation représentative pourrait utilement être réalisée.</b></p> <p>Demande 3 : L'exploitant doit se positionner par rapport à la nouvelle rubrique 1978 de la nomenclature des installations classées (Solvants organiques) applicable à compter du 01/01/20.  Lors de l'inspection, l'exploitant indique que seule l'activité de sérigraphie utilise des produits solvantés, l'activité de peinture n'utilisant plus de peintures avec solvant. De plus le plan de gestion des solvants pour l'année 2022 indique une consommation de solvants inférieure à 8 tonnes. Au vu de ces éléments l'inspection considère que le site n'est pas soumis à la rubrique 1978. <b>La demande n'est pas reconduite.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 9.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des solvants
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Oui visite du 30 Juillet 2020
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion des solvants sera transmis annuellement à l'inspection des installations classées en l'informant de ses actions visant à réduire leur consommation.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<p><b>Observations :</b> Lors de la précédente visite du 30 Juillet 2020, l'exploitant présente son PGS 2019. Celui-ci précise que l'émission de COV est de 0,08 g par capsule produite. L'inspection a formulé la remarque suivante : « L'exploitant pourrait utilement fournir une mise à jour du calcul et de la valeur de l'émission limite des composés organiques volatils par capsules produites. »</p> <p>Selon la déclaration GEREP 2022, la consommation annuelle de solvant est de 7,9 tonnes. La quantité de COV nette / Capsule (gr) est en moyenne annuelle de 0,09 gr/capsule. Le plan de gestion des solvants se fixe un objectif de 0,10 gr/capsule. <b>La remarque est satisfaite.</b></p> <p>Lors de la précédente visite l'inspection a constaté que : « NC2, Le plan de gestion des solvants ne mentionne pas les actions visant à réduire la consommation de solvants »</p> <p>Au jour de l'inspection, l'exploitant présente son document unique « DUER Analyse 2023 » qui comporte les actions pour réduire la consommation des solvants, à savoir pour 2022 :- investissement équipement de nettoyage pièces grasses (suppression nettoyant solvanté)- acquisition d'une fontaine de lavage écrans de sérigraphie sans solvants <b>La non-conformité est levée. L'exploitant veillera à transmettre le récapitulatif des actions lors de sa prochaine déclaration GEREP.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 20 : Diagnostic de l'état des sols

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 3.3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution des sols
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un diagnostic de l'état des sols doit être réalisé, compte tenu de l'activité passée, afin de déterminer si les populations limitrophes peuvent être exposées de manière importante à des sols contaminés au plomb. Ce diagnostic doit, en particulier, préciser les zones d'exposition éventuelle d'enfants et les résultats des prélèvements réalisés dans ces zones et sera, le cas échéant, accompagné d'une évaluation des effets sur la santé. Le choix de l'organisme chargé de mener ce diagnostic sera préalablement soumis à l'approbation de l'inspection des Installations Classées.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Document consulté : Rapport de novembre 2004, de la société ANTEA intitulé « Recherche de plomb dans les sols aux alentours de la société Bouchage métallique et Evaluation des Risques sur la santé ».  Ce rapport conclut à la suite de 15 sondages, qu'il ne semble pas y avoir d'impact significatif. Il est noté à titre indicatif que tous les résultats d'analyses sont inférieurs à la VDSS du plomb.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 21 : Surveillance eaux souterraines - Puits de contrôle**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 3.3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            La qualité des eaux souterraines susceptibles d'être polluées par l'établissement doit faire l'objet d'une surveillance, notamment en vue de détecter des pollutions. L'exploitant doit implanter :</p> <p>un puits de contrôle de la qualité des eaux souterraines dans la première nappe rencontrée sur le site, et implanté à l'amont hydrogéologique des installations,            deux puits de contrôle de la qualité des eaux souterraines dans cette même nappe, et implantés à l'aval hydrogéologique des installations.</p>
<p><b>Constats :</b> Au vu des incertitudes sur le sens d'écoulement des eaux, l'exploitant doit justifier du positionnement des puits de contrôles et effectuer une interprétation des résultats semestriels.</p>
<p><b>Observations :</b>            Document consulté :            Suivi semestriel de la qualité des eaux souterraines sur le site du Bouchage Métallique - Campagne de prélèvements du 28/07/2022, réalisé par la société ANTEA.</p> <p>Ce rapport fait état de 3 piézomètres. Il existe 3 piézomètres désignés Pz aval 1, PZ aval 2 et Pz amont. Situé respectivement au Nord et au Sud du site. Le même rapport stipule que d'après les niveaux de nappe mesurés au droit des piézomètres du site, le sens d'écoulement des eaux souterraines serait globalement orienté vers l'ouest.</p> <p>Document consulté :            Suivi semestriel de la qualité des eaux souterraines sur le site du Bouchage Métallique - Campagne de prélèvements du 25/10/2022.            Concernant le positionnement des piézomètres et le sens d'écoulement des eaux, ce rapport indique : « Les piézomètres de surveillance ont été forés et équipés en 2008 par Antea Group. Leur dénomination a été définie sur la base d'une analyse préliminaire du contexte hydrogéologique. Les mesures piézométriques réalisées depuis, indiquent des positionnements amont / aval différents par rapport au site. Ainsi, les piézomètres sont renommés de manière neutre comme suite : Pz1 (initialement Pz Aval 1), Pz2 (initialement Pz Aval 2) et Pz3 (initialement Pz Amont). L'orientation générale est estimée vers le sud-ouest : lors de cette campagne, Pz1 est ainsi positionné en amont du site, Pz2 en aval latéral et Pz3 en aval hydrogéologique.</p> <p>Au vu des incertitudes sur le sens d'écoulement des eaux, les rapports de suivi semestriels doivent permettre de conclure sur l'atteinte de l'objectif de suivi de la pollution selon le positionnement actuel des piézomètres.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 22 : Surveillance eaux souterraines - Puits de contrôle – ouvrages**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 3.3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces ouvrages dont l'implantation est définie sur la base de l'étude hydrogéologique sont réalisés suivant la norme AFNOR FD-X-31-614. Les têtes des ouvrages font l'objet d'un nivellement NGF. Les ouvrages sont convenablement protégés et permettent les prélèvements d'eau.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Au jour de la visite, le piézomètre PZ2 est correctement cadenassé et protégé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 23 : Surveillance eaux souterraines – Prélèvements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 3.3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Deux fois par an, en hautes eaux et à l'étiage, les niveaux piézométriques sont relevés et des prélèvements sont effectués dans la nappe au niveau des puits de contrôle. L'eau prélevée fait l'objet de mesures des paramètres suivants : pH NFT 90 008 Conductivité NF EN 27888 Oxygène dissous NF EN 25814 BTEX NF EN 15680 Hydrocarbures totaux NFT 90 114 Métaux : Pb, Sn, AINF EN ISO 11885  Les prélèvements sont exécutés selon la procédure AFNOR FD-X-31-615 par un organisme compétent et les analyses sont faites par un laboratoire agréé. Les conditions de mesures sont fixées par les normes correspondant à chaque paramètre.  Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées accompagnés de tout commentaire utile à leur compréhension. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais. Si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le Préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées pour remédier à la pollution des eaux souterraines.

<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<p><b>Observations :</b>  Document consulté :  Suivis semestriels de la qualité des eaux souterraines sur le site du Bouchage Métallique - Campagne de prélèvements du 28/07/2022 et 25/10/2022, réalisé par la société ANTEA.</p> <p>L'inspection constate que la périodicité des mesures est respectée pour 2022. Le document précise que les prélèvements ont été réalisés selon le fascicule AFNOR relatif au prélèvement et à l'échantillonnage des eaux souterraines publié en décembre 2017 (NF X 316615).</p> <p><b>Juillet 2022 :</b>  Des concentrations inférieures aux seuils de quantification du laboratoire (LQ) sur l'ensemble despiézomètres, pour :  - le plomb (LQ : 10 µg/l), et l'étain (LQ : 10 µg/l),  - les CAV-BTEX (LQ : 0,5 µg/l pour chaque composé) ;  - Des hydrocarbures C10-C40 uniquement quantifiés à 0,08 mg/l en Pz Aval 1 (LQ : 0,05 mg/l).  La valeur maximale depuis le début du suivi en mars 2016 est de 0,8 mg/l en Pz Aval 1 en novembre 2017. Les teneurs quantifiées sont proches de la limite de quantification du laboratoire et sont relativement stables.  - Une concentration en aluminium supérieure à la limite de quantification du laboratoire uniquement pour l'ouvrage Pz « Amont », avec une teneur de 42 µg/l. Les concentrations observées sont inférieures ou proches de la limite de quantification du laboratoire au droit des deux autres ouvrages du site d'étude (LQ : 30 µg/l).</p> <p><b>Octobre 2022 :</b>  Les concentrations sont inférieures aux seuils de quantification du laboratoire (LQ) au droit des troispiezomètres échantillonnés, pour :  - le plomb (LQ : 10 µg/l), l'étain (LQ : 10 µg/l),  - les CAV-BTEX (LQ : 0,5 µg/l pour chaque composé),  - les hydrocarbures C10-C40 (LQ : 0,05 mg/l) ;  - L' aluminium est détecté à une concentration supérieure à la limite de quantification du laboratoire uniquement pour l'ouvrage Pz3, à 40 µg/l. Les concentrations observées sont inférieures à la limite de quantification du laboratoire au droit des deux autres ouvrages du site d'étude (LQ : 30 µg/l).</p> <p>Les suivis semestriels doivent être accompagnés d'une interprétation des résultats ( se reporter au point de contrôle « Surveillance eaux souterraines - Puits de contrôle » .</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet